MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Cinquième séance – Lundi 25 juin 2012, à 17 h

Présidence de M. Jean-Charles Rielle, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *MM. Michel Amaudruz, Alexis Barbey et Thomas Bläsi.*

Assistent à la séance: *M. Rémy Pagani*, maire, *M^{me} Sandrine Salerno*, vice-présidente, *M^{me} Esther Alder*, *MM. Sami Kanaan et Pierre Maudet*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 15 juin 2012, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour lundi 25 juin et mardi 26 juin 2012, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

M. Rémy Pagani, maire. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je demande votre attention, car je dois vous faire une communication importante; vous recevrez ultérieurement un document écrit sur le même sujet. Il s'agit de l'installation du Moulin à Danses (MàD) dans la zone industrielle de Châtelaine.

En votant les délibérations de la proposition PR-906, le Conseil municipal a autorisé le Conseil administratif à procéder aux travaux de désamiantage et de démolition des bâtiments existants sur le périmètre du Carré-Vert, ainsi qu'à l'excavation et à l'assainissement des terres polluées sous les bâtiments sis aux 20 et 20A de la rue du Stand.

En parallèle, la Ville de Genève a sollicité auprès de l'ex-Département cantonal des constructions et des technologies de l'information (DCTI) l'autorisation pour le désamiantage et la démolition des bâtiments existants, autorisation qui lui a été délivrée mais qui a fait l'objet d'un recours déposé par le MàD.

Le MàD est locataire du bâtiment situé au 20A, rue du Stand. Il a l'autorisation d'exploiter le bâtiment jusqu'en janvier 2013. Cela étant, le chantier d'assainissement d'Artamis étant terminé depuis le mois d'avril 2012, il est impératif que le désamiantage et la démolition des bâtiments débutent au mois de juillet 2012, raison pour laquelle la Ville et l'Etat se sont activés pour trouver une solution de relogement du MàD.

Dans l'urgence, la Ville a proposé la mise à disposition d'une partie du hangar situé au 43, avenue de Châtelaine. Des aménagements sont nécessaires, lesquels seront pris en charge à hauteur de 400 000 francs par l'Etat de Genève. Un accord a été signé entre la Ville de Genève, l'Etat de Genève et le MàD permettant la libération du site au 15 juillet 2012 et le réaménagement d'une partie de la halle industrielle.

S'agissant des démarches à faire, et c'est là que cela devient intéressant, nous pouvons entrer en matière sur ces 400 000 francs, puisque la proposition PR-906 nous ouvre une ligne budgétaire, sauf que nous ne pouvons pas les dépenser sans votre aval. Comme il y a urgence, nous avons contacté le Service de surveillance des communes pour déterminer si le dépôt d'une demande de crédit complémentaire à la proposition PR-906 était possible, en vue des travaux liés au déménagement du MàD. Ce service a confirmé que la Ville pouvait engager la dépense nécessaire et commencer les travaux, pour autant que le Conseil administratif en informe officiellement le Conseil municipal – ce que je suis en train de faire – et qu'il dépose le plus rapidement possible une demande de crédit complémentaire, ce qui sera fait en septembre.

Voilà l'essentiel de ce que je voulais dire. Je vous rappelle qu'il y a depuis près de six mois un trou béant sur l'ancien site d'Artamis, où nous attendons avec impatience de pouvoir construire 300 logements. L'urgence, j'espère que vous en conviendrez, est évidente, puisque nous allons débiter les travaux à Artamis dans le courant du mois de juillet.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Nous félicitons nos deux collègues M^{me} Marie et M. Alexis Barbey pour leur mariage célébré le 25 mai dernier. (*Applaudissements.*)

Les bonnes nouvelles allant par paire, j'annonce au Conseil municipal que sa deuxième vice-présidente, M^{me} Salika Wenger, fête aujourd'hui son anniversaire. (*Applaudissements.*) Je tiens à dire que nous lui avons même chanté nos vœux avec enthousiasme tout à l'heure, lors de la séance du bureau et des chefs de groupe, ce qui démontre notre désir de travailler ensemble!

Mesdames et Messieurs, le bureau vous informe également que les trois modifications du règlement du Conseil municipal votées au mois d'avril dernier concernant les questions orales, l'égalité des voix lors des votes de commission et la suppression de la Commission consultative des espaces verts et de l'environnement ont été approuvées par le Conseil d'Etat et sont entrées en vigueur. A toutes fins utiles, je vous rappelle que les questions orales auront désormais lieu pendant la première séance de la session uniquement. Quant à l'égalité des voix lors des votes de commission, elle entraînera désormais le refus de l'objet soumis au vote.

A l'occasion de son départ, suite à son élection au Conseil d'Etat, M. Pierre Maudet nous offrira un apéritif à 19 h dans la salle des pas perdus. Auparavant, je lui adresserai un bref message en tant que président du Conseil municipal; nous entendrons ensuite une allocution de M. le maire, puis le discours de M. Maudet lui-même.

3. Prestation de serment de M. Vincent Subilia, remplaçant M. Alexandre Chevalier, conseiller municipal démissionnaire.

M. Vincent Subilia est assermenté. (Applaudissements.)

4. Questions orales.

M. Pascal Holenweg (S). Ma question s'inscrit dans le prolongement d'une autre question que j'avais déjà posée lors de la précédente session plénière. J'avais alors demandé au Conseil administratif s'il accepterait que soit transmis aux conseillers municipaux le texte intégral de la convention d'actionnariat liant la Ville, 022 Télégénève SA et UPC Cablecom dans le cadre de la constitution de Naxoo.

Par la voix de M. Maudet, alors maire, l'exécutif m'avait donné une réponse plutôt négative qui vient d'ailleurs de m'être confirmée par le responsable de la loi sur l'information du public et l'accès aux documents (LIPAD) au niveau de la Ville de Genève, à savoir le directeur général adjoint de l'administration municipale; je m'appête donc à adresser la même requête à son homologue cantonal. Dans cette réponse, on me dit que le Conseil administratif n'est pas en mesure de répondre favorablement à ma demande, car le document en question concerne un intérêt public et privé prépondérant qui empêche sa diffusion.

Je demande donc au Conseil administratif quel est cet intérêt public et privé prépondérant qui empêche la transmission d'un texte sur lequel notre plénum devra indirectement voter. L'intérêt public d'informer les conseillers municipaux concernant l'objet de leur vote n'est-il pas justement prépondérant par rapport à l'intérêt privé d'une entreprise?

M. Pierre Maudet, conseiller administratif. Tout d'abord, je tiens à préciser que la réponse définitive du Conseil administratif à cette requête était «oui, mais» et pas «non, mais». En outre, nous avons finalement transmis cette convention, assortie de l'intégralité de ses volumineuses annexes, aux membres de la commission des finances. Etant donné que chaque groupe y est représenté, nous n'avons pas jugé opportun de diffuser ces documents plus largement. Vous y aurez donc accès par le truchement des commissaires socialistes, Monsieur Holenweg.

Dans le cas d'espèce, l'intérêt privé est en fait un intérêt public: celui de la Ville de Genève en tant que propriétaire privé de Naxoo. La convention en question comporte toute une série de clauses relevant du secret des affaires, raison pour laquelle nous ne souhaitons pas la diffuser sur la place publique. Mais je répète que nous avons bel et bien accédé à votre demande, Monsieur Holenweg, puisque les représentants de chaque groupe politique à la commission des finances ont reçu les documents requis dans la perspective du vote du plénum.

M. Denis Menoud (MCG). Je salue la présence du Conseil administratif in corpore dans cette enceinte, c'est rarissime!

Ma question concerne l'association Dialogai, dont nous avons appris par la presse qu'elle se livre au bondage, pratique sadomasochiste où on ligote les gens. J'aimerais savoir s'il est normal qu'une collectivité publique subventionne des perversions de cette nature, et si ladite subvention est liée à un contrat de prestations susceptible de nous éclairer sur ce point.

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Le département de la cohésion sociale et de la solidarité subventionne cette association au même titre que d'autres. Dialogai s'occupe de toutes les questions liées à la population homosexuelle; elle a donc un rôle de conseil et de prévention. Il me semble qu'il est de son devoir de faire en sorte que les personnes concernées évitent de possibles accidents dus à leur méconnaissance des conséquences entraînées par des pratiques comme celle que vous avez mentionnée, Monsieur Menoud. Telle est la raison pour laquelle mon département soutient Dialogai, qui se charge par ailleurs de bien d'autres aspects de la situation des personnes homosexuelles.

Quant à la question portant sur l'existence d'un contrat de prestations, elle a déjà été posée dans le cadre du processus budgétaire. Sachez que mon département procède actuellement au recensement des conventions de partenariat existantes pour en améliorer les clauses. Nous entendons faciliter le fonctionnement des entités associatives que nous soutenons non seulement par des subventions, mais également par des modules de formation visant à l'acquisition de certaines compétences. En effet, les comités qui gèrent ces associations sont souvent composés de bénévoles non spécialisés. Ce chantier est en cours, et il avance bien. Vous aurez tout loisir de poser les questions qui vous viendraient à l'esprit à ce sujet dans le cadre du prochain examen budgétaire, Mesdames et Messieurs.

M^{me} Frédérique Perler-Isaaz (Ve). Ma question s'adresse à M. Pierre Maudet, que je félicite au nom du groupe des Verts pour sa brillante élection au Conseil d'Etat. Mais avant qu'il nous quitte définitivement, j'espère qu'il me répondra au sujet de la proposition PR-942, votée en discussion immédiate par le Conseil municipal au mois de février 2012; il s'agit des WC publics.

A l'occasion de ce débat, les Verts avaient demandé à M. Maudet de bien vouloir faire parvenir à l'ensemble du Conseil municipal le cahier des charges lié à ses préoccupations écologiques, ainsi que des informations concernant le choix des conteneurs sanitaires à installer avant l'été. Vous est-il possible de nous les transmettre immédiatement, Monsieur Maudet?

M. Pierre Maudet, conseiller administratif. Je me renseignerai auprès de mes services afin de savoir pourquoi ces données ne vous ont apparemment pas

été transmises, Madame la conseillère municipale. En tout cas, il est bien évident qu'elles le seront d'ici demain. Vous aurez ainsi tout loisir de consulter les détails concernant le choix des conteneurs sanitaires, dont je crois qu'une partie n'a pas pu être attribuée en raison d'un problème d'ordre juridique. Quant au cahier des charges demandé, mes services vous le remettront très volontiers. J'ai sans doute été quelque peu dissipé en raison d'une autre occupation, ces dernières semaines... Mais ces informations vous seront livrées demain en cours de journée.

M. Mathias Buschbeck (Ve). Ma question s'adresse au maire. Elle concerne les suites de l'ancien projet d'élargissement du pont du Mont-Blanc pour y faire passer des cycles et des piétons. Le concours pour la création d'une passerelle cyclable et piétonne à côté du pont a abouti et un projet a été primé. Or, il ne reste que quelques mois pour commencer les travaux tout en bénéficiant des subventions fédérales disponibles à cet effet. J'aimerais donc connaître le calendrier établi par l'exécutif dans ce dossier: quand nous soumettra-t-il la demande de crédit pour la réalisation de cet ouvrage?

M. Rémy Pagani, maire. Comme vous l'avez très justement signalé, Monsieur Buschbeck, nous avons ouvert un concours pour la création d'une passerelle cyclable et piétonne en amont du pont du Mont-Blanc. Le premier prix a été attribué à un très beau projet – et je pèse mes mots! Cependant, nous devons maintenant engager une phase d'étude en vue de déposer une demande de crédit de réalisation. A cet égard, je rappelle que le crédit d'étude proprement dit voté par le Conseil municipal – et je l'en remercie – a déjà permis le lancement de ce concours et qu'il s'agit maintenant de passer directement à l'étape suivante, soit celle du crédit de réalisation.

Nous sommes au mois de juin 2012. Il faut compter une année pour la mise au point de la demande de crédit de réalisation, que je soumettrai donc au Conseil municipal vers la fin du mois de juin 2013. Nous espérons ainsi pouvoir engager les travaux avant la fin de l'année 2014.

Pour vous éviter de me poser encore une fois la même question comme vous l'avez déjà fait, Monsieur le conseiller municipal, je vous signale que l'obtention des subventions fédérales est conditionnée par la date d'acceptation du crédit de réalisation par le Conseil municipal, et non par celle du début des travaux. Ayez donc l'assurance que, si chacun fait son travail correctement et si ce projet de passerelle ne rencontre pas d'autres embûches, votre plénum aura voté le crédit de réalisation avant la fin de l'année 2013 – du moins, je l'espère!

M. Daniel Sormanni (MCG). J'avais initialement prévu de poser une autre question mais, vu les informations communiquées tout à l'heure par M. le maire concernant le déplacement du Moulin à Danses (MàD), je préfère utiliser mon tour de parole pour revenir à ce sujet qui m'interpelle.

M. Pagani vient de confirmer ce que nous avons déjà lu dans la presse: le Conseil administratif souhaite installer le MàD dans la zone industrielle de Châtelaine, soi-disant futur «Ecopôle» qui fait l'objet du rapport PR-886 A dont nous réussirons peut-être à débattre au cours de cette session plénière. Pour ma part, je me pose tout de même certaines questions de base à ce propos, et j'aimerais que le maire y réponde.

Nous savons bien quelles difficultés provoque la présence du MàD à son emplacement actuel et son opposition – c'est un euphémisme – à la perspective d'un déplacement ailleurs. Monsieur Pagani, à supposer que vous parveniez à transférer provisoirement cet établissement dans le futur Ecopôle de Châtelaine, croyez-vous vraiment que ses propriétaires accepteront ensuite de déménager une nouvelle fois, quand la Ville voudra aller de l'avant dans l'aménagement définitif de cette zone? Moi, je n'y crois pas du tout! Ils nous opposeront une résistance incroyable et nous n'arriverons pas à les déloger pour réaliser nos projets à cet endroit!

J'ajoute que les entreprises déjà sur place s'inquiètent de l'arrivée du MàD – elles en sont informées, bien entendu – tout comme les habitants des nombreux logements situés cinquante mètres plus loin qui ont, je crois, déposé une pétition pour protester contre ce projet.

M. Rémy Pagani, maire. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je n'en suis pas à mon premier dossier extrêmement compliqué, vous en conviendrez! Songez à l'Alhambar, à la Villa Freundler... Mais je ne me laisse pas abattre par ce genre de problématiques.

Dans le cas présent, nous devons faire face à un sérieux problème. Sur l'ancien site d'Artamis, il y a maintenant un immense trou; or, nous avons dépensé 57 millions de francs dans la perspective d'y aménager 300 logements, des entrepôts, un parking, une crèche, une salle de musique... Si tout le monde n'y met pas du sien, nous n'y arriverons jamais, c'est certain!

J'ai fait en sorte – et le Conseil municipal m'a approuvé – que le MàD ait un contrat de bail à durée déterminée. Avec mon collègue Sami Kanaan, que je remercie d'avoir joué le jeu, nous avons prévu d'installer cet établissement à long terme dans l'une des salles que nous construirons dans les réservoirs du bois de la Bâtie. Nous sommes à bout touchant dans l'élaboration de la proposition à ce

sujet qui sera soumise au Conseil municipal au mois de septembre ou d'octobre prochain. J'espère ainsi pouvoir mettre à la disposition du MâD un lieu définitif pour ses activités. Je signale au passage qu'elles n'ont généré aucune plainte – excepté un certain épisode à 4 h du matin, mais je ne reviendrai pas sur cette malheureuse affaire... Le voisinage actuel du MâD ne s'est jamais plaint, j'en sais quelque chose, puisque j'habite moi-même à proximité.

Par conséquent, ne peignons pas le diable sur la muraille! Ce dossier est sous contrôle. J'ai donné aux artisans de la zone industrielle de Châtelaine toutes les garanties nécessaires en ce qui concerne le bon fonctionnement du futur Ecopôle, et je m'apprête à les donner demain soir aux habitants qui ne vivent pas à cinquante mètres de là, mais un peu plus loin – j'irai mesurer avec vous la distance, Monsieur Sormanni! Cela, dans le souci que l'arrivée du MâD ne cause aucun désagrément. J'ai même rassuré M. Hentsch, qui a déjà émis toute une série de revendications – comme on sait bien le faire à Genève – alors qu'il n'a pas encore construit son immeuble!

J'avance pas à pas dans ce dossier et j'estime avoir fait mon devoir pour que les 300 logements prévus sortent un jour de terre. Comme je l'ai dit, j'espère pouvoir commencer les travaux le 15 juillet prochain.

M^{me} Brigitte Studer (EàG). Ma question s'adresse à M^{me} Esther Alder et concerne les conditions de travail du personnel de la petite enfance du jardin d'enfants Ensemble. Cette institution est une structure mixte offrant 13 places destinées à des enfants en situation de handicap et 24 places pour les enfants du quartier; elle emploie une équipe mixte d'éducatrices spécialisées et d'éducatrices de la petite enfance.

Jusqu'à ce jour, chaque catégorie professionnelle avait sa convention collective de travail. Or, la fondation Ensemble a décidé de ne plus valider qu'une seule convention pour l'ensemble du personnel, celle des éducatrices spécialisées de l'Association genevoise des organismes d'éducation et de réinsertion (AGOER). Les six éducatrices de la petite enfance actives dans ce jardin d'enfants se voient donc contraintes soit de signer un avenant à leur contrat qui serait ainsi revu à la baisse et ne respecterait pas la convention collective de travail de leur profession, soit de quitter leur poste à la fin du mois d'août.

La loi cantonale sur les structures d'accueil de la petite enfance prévoit le respect d'une convention collective de travail pour l'ensemble de leur personnel. Pourquoi la Ville, laquelle alloue une subvention substantielle au jardin d'enfants Ensemble, accepte-t-elle une situation de sous-enchère salariale qui constitue un précédent? Pourquoi ne négocie-t-elle pas une solution permettant de préserver les conditions de travail et l'emploi au sein de l'institution concernée, dans le

respect des spécificités professionnelles et du règlement municipal de subventionnement?

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Cette affaire est évidemment bien connue de mon département. Nous négocions actuellement pour trouver une issue à la situation que vous avez très bien résumée, Madame la conseillère municipale. Nous vous tiendrons au courant de l'évolution du dossier, mais je puis d'ores et déjà vous assurer que nous avons à cœur de trouver une solution.

M. Pierre Gauthier (EàG). Ma question s'adresse à notre maire M. Pagani. J'ai été contacté par des responsables de Pécîlôt 13, très inquiets au sujet du projet de réhabilitation-démolition de l'atelier où ce collectif développe ses activités. Je rappelle qu'il assure 25 emplois et mène une action de réinsertion sur le marché du travail.

Je crois savoir qu'une discussion a eu lieu récemment entre ses représentants et M. Pagani. Le différend qui oppose Pécîlôt 13 à la Ville est-il aujourd'hui en voie d'apaisement, ou nous acheminons-nous vers un nouveau conflit dans le quartier des Grottes.

M. Rémy Pagani, maire. J'ai rencontré trois représentants de l'association Pécîlôt 13 il y a une année, puis à nouveau récemment. Ils m'ont alors informé que les accords que nous avons conclus lors de notre première négociation avaient été soumis à l'assemblée générale de leur collectif – tout comme ceux que j'entends signer au nom de la Ville doivent être validés par le Conseil municipal – qui les a malheureusement refusés. J'ai donc demandé à ces personnes si leur collectif acceptait de recommencer à négocier ou s'il s'en tenait à sa détermination de rester dans ses locaux en l'état. J'attends encore la réponse... Il est exclu que je m'engage dans quelque processus que ce soit avant de la connaître.

Loin de me satisfaire du statu quo, j'ai donc proposé à Pécîlôt 13 une série d'alternatives lui permettant de s'engager dans un processus de dialogue avec la Ville. J'attends que l'assemblée générale se prononce à ce sujet pour aller de l'avant, ce que j'espère pouvoir faire bientôt. Quiconque se rend sur place peut constater la nécessité de rénover les locaux sis aux 7-9 de la rue de l'Industrie, symbole de la Genève du passé dont nous avons déjà remis en état tous les autres bâtiments.

M. Guy Dossan (LR). Ma question s'adresse à M^{me} Esther Alder. En principe, toutes les écoles du canton ferment vendredi prochain pour les vacances.

Cependant, certains concierges ont exigé que les classes soient vidées dès vendredi dernier, soit une semaine plus tôt – ou trois jours, pour les écoles enfantines – que dans les autres communes. Pourquoi? Les enfants ne font presque plus rien, ces jours, à part jouer au foot dans les préaux...

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Monsieur le conseiller municipal, je ne sais pas d'où vous tenez cette information. A ma connaissance, les classes ne doivent être vidées que vendredi prochain. Je me renseignerai à ce sujet, mais votre intervention me surprend.

M^{me} Natacha Buffet (LR). Ma question s'adresse à M^{me} Salerno. Depuis quelques années, la Ville mène une campagne de sensibilisation sur le thème de l'égalité hommes-femmes, ce qui est une très bonne chose. Cette année, le thème choisi est le langage épïcène, si j'ai bien compris... J'aurais aimé savoir si une problématique aussi précise, pointue et parfois difficile à gérer dans la pratique – de l'aveu même du site internet y afférent – a drainé un public suffisamment nombreux lors des deux ateliers de trois heures organisés au mois de juin par notre municipalité.

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Merci de votre question et de votre intérêt, Madame la conseillère municipale. Le langage épïcène est un sujet important pour la Ville de Genève; d'ailleurs, le règlement sur l'égalité entre les hommes et les femmes mis au point par M. Pierre Maudet et moi-même engage l'administration municipale au respect d'une écriture non discriminante. Ainsi s'explique le choix de cette thématique pour l'année 2012.

Les ateliers que nous avons organisés à cet effet ont remporté un franc succès – à mon grand étonnement, je dois le reconnaître. Nous en avions initialement prévu deux, un pour l'administration et un pour les quidams intéressés, mais nous avons dû dédoubler le premier en raison de la multitude d'inscriptions enregistrées. Nous avons également reçu des sollicitations formelles de l'Université de Genève, des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), du Ministère public et de l'Etat de Genève pour l'année prochaine... Par conséquent, nous prévoyons d'inclure ces ateliers parmi les offres ordinaires que présente le catalogue de formation continue de la Ville.

Nous avons également imaginé d'autres cadres de discussion sur un langage ne discriminant ni les hommes, ni les femmes. Là, le succès n'a pas toujours été au rendez-vous. Je pense notamment à un concours de rédaction épïcène que nous avons lancé et qui n'a pas du tout fonctionné. Je peux donc dire qu'une partie de notre programme a rencontré son public, et l'autre pas du tout.

M^{me} Martine Sumi (S). Ma question s'adresse à M. Pierre Maudet. Le 16 décembre 2011, avec plusieurs membres du Conseil municipal, j'ai eu le privilège de visiter l'ancien abri de la Protection civile situé sous la terrasse Agrippa-d'Aubigné. Je rappelle que le projet de l'Abri prévoit de transformer ce local en un lieu culturel principalement destiné aux jeunes. Mais, depuis cette visite, nous n'en avons plus entendu parler. Pas de nouvelles, bonnes nouvelles?

M. Pierre Maudet, conseiller administratif. Merci de votre question, Madame la conseillère municipale, qui me permet de vous répondre positivement. Pas de nouvelles, bonnes nouvelles! Au cours des six mois qui se sont écoulés depuis votre visite des lieux, toutes les demandes d'autorisation nécessaires ont été déposées et sont maintenant entrées en force, car elles n'ont donné lieu à aucun recours sur quelque aspect que ce soit.

Parallèlement à cette démarche formelle, nous ne sommes pas restés inactifs, puisque nous avons également mis sur pied la fondation chargée de gérer l'endroit; ses statuts ont été validés aussi bien par le Conseil administratif que par son partenaire dans ce dossier, à savoir la Fondation Hans Wilsdorf.

Les travaux de réalisation débiteront dans le courant de l'été, supervisés par mon département. Par la suite, l'exploitation du lieu dépendra d'un autre dicastère. Le projet avance donc bien et nous espérons pouvoir fêter l'inauguration de ce nouveau site dans un an et demi environ, selon le plan prévu.

M^{me} Florence Kraft-Babel (LR). Ma question s'adresse prioritairement à M. Pagani, mais peut-être aussi à M^{me} Esther Alder; elle concerne l'école primaire de Sécheron.

Celle-ci possède un joli préau avec un éléphant rose, une panthère mauve et des vitrages de protection décorés par des images d'oiseaux pour séparer l'espace réservé aux enfants de la route voisine. Malheureusement, depuis plusieurs semaines – voire depuis plusieurs mois – ces vitrages sont endommagés et leurs oiseaux volent sur fond de vitres cassées. Tel est l'environnement dans lequel doivent maintenant jouer les enfants, et il ne semble pas que quelqu'un s'occupe d'y remédier...

Nous estimons qu'il est temps de rétablir l'atmosphère accueillante des lieux, aussi bien pour les enfants que pour leurs parents. Il faudrait d'abord connaître la cause des déprédations, puis faire le nécessaire pour rendre ce préau plus *clean*...

M. Rémy Pagani, maire. Ce cas ressemble à celui des abribus: dès que nous remplaçons une vitre, une autre est cassée! Nous avons réparé le vitrage de ce

préau au début de l'année 2012, me semble-t-il, mais les incivilités ont continué. Madame la conseillère municipale, sachez que nous faisons tout pour remplacer au plus vite les installations endommagées, mais les vitres en questions ont une forme assez spéciale et doivent être commandées, ce qui prend du temps. Telle est la réponse que je puis vous donner à ce sujet.

M. Adrien Genecand (LR). Ma question s'adresse à M^{me} Salerno. Elle concerne l'utilisation par certains fonctionnaires municipaux de leur adresse électronique professionnelle dans le cadre d'une action politique. Il y a quelques heures à peine, j'ai vu un courriel émanant d'un collaborateur de l'Agenda 21 qui appelle ses contacts à participer à un sondage du journal *Der Sonntag*.

Ma question est simple: alors qu'un précédent s'est déjà produit, comment est-il encore possible d'adresser des courriels à caractère politique depuis une adresse électronique de l'administration municipale? Et cela, pendant les heures de bureau! Madame Salerno, je vous épargne une question subsidiaire sur l'utilité d'un service comme l'Agenda 21, dès lors que son personnel a le temps de se livrer à ce genre d'occupations...

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Monsieur Genecand, vous conviendrez avec moi qu'il serait carrément ubuesque de juger de la pertinence d'un service de l'administration sur la base d'un simple courriel – que vous avez vu, mais pas moi – envoyé par un collaborateur au sujet d'un sondage dans le journal *Der Sonntag*! Venez me voir avec des renseignements plus précis et, une fois que j'aurai compris exactement à quoi vous faites référence, je vous répondrai de manière pertinente. Pour l'heure, j'avoue que je ne perçois même pas le caractère politique de ce courriel dont je n'ai pas, comme vous, eu l'opportunité de lire le contenu...

M. Lionel Ricou (DC). Ma question s'adresse à M^{me} Esther Alder et concerne l'école des Allobroges square, aux Acacias. Nous avons appris que les classes de ce petit établissement seraient déplacées dans l'école principale des Allobroges; je souhaite donc savoir quelle sera l'affectation future du bâtiment. En outre, serait-il possible que le parc autour de l'école soit également accessible aux enfants qui fréquentent la crèche voisine?

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Il ne restait que quatre classes dans l'école des Allobroges square, dont deux rejoindront l'établissement princi-

pal. Les locaux ainsi libérés seront réservés aux activités parascolaires. Le bâtiment dépendant également du Canton, nous y développerons en partenariat avec le Département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP) toute une série d'ateliers sportifs et d'autres animations du même ordre. Cet espace est donc vraiment nécessaire pour le bon déroulement de ces activités.

Le secteur parascolaire augmente chaque année d'environ 7%, ce qui traduit une forte demande de la part des citoyens. Ce domaine est pour moi prioritaire, c'est pourquoi j'entends lui affecter davantage de locaux qui, pour l'instant, ne sont pas encore adaptés. En effet, je souhaite donner une nouvelle impulsion aux activités parascolaires par la mise à disposition de surfaces de qualité destinées aux enfants.

L'introduction du mercredi d'école à partir de la rentrée de l'année 2014 nous obligera à solliciter souvent le soutien du Conseil municipal, en vue de déplacer adéquatement les activités parascolaires qui se déroulaient jusqu'à présent le mercredi matin dans les écoles. Dans ce cadre, les locaux des Allobroges square nous seront extrêmement utiles pour faire face aux enjeux futurs.

M^{me} Fabienne Aubry Conne (HP). Ma question s'adresse à M. Sami Kanaan. Elle pourrait s'intituler «Fête de la musique: qui est le chef d'orchestre?». Certes, cette manifestation est un moment de l'année très plaisant, mais le mélange des genres musicaux finit par causer une véritable cacophonie! En outre, je crois que les cafetiers ont reçu l'autorisation d'installer des bâches devant leur établissement pour ménager un espace de musique avec DJ...

Ce défaut de gestion de l'espace sonore prend des proportions assez affolantes. Je vous demande donc, Monsieur Kanaan, d'essayer d'organiser cette fête de manière à la rendre un peu plus agréable l'année prochaine. Lors de l'édition 2012, le plaisir d'écouter – voire d'interpréter de la musique, en ce qui me concerne – était souvent gâché. Qui donc sera le chef d'orchestre de la Fête de la musique en 2013?

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Madame la conseillère municipale, je ne suis pas certain d'avoir compris si votre plainte concerne un site particulier ou la Fête de la musique en général. Il est évident que caser 500 concerts sur de multiples scènes pendant trois jours entraîne certains effets sonores... Nous essayons de faire en sorte que les différentes scènes de la Fête de la musique s'accordent entre elles, afin d'éviter que l'une ne parasite l'autre où l'on joue moins fort. Cette année, par exemple, nous avons constaté que le karaoké sur la promenade de Saint-Antoine avait empiété sur les représentations de danse juste à côté...

C'est là un problème très complexe, car une certaine coexistence entre des musiques différentes est inévitable dans le cadre de cette fête. Evidemment, il faut trouver un équilibre pour que les basses à pleins tubes ne monopolisent pas tout l'espace sonore, mais c'est difficile.

Il n'en demeure pas moins que le bilan de la manifestation est positif et qu'elle semble très appréciée... Je me refuse à donner des estimations quant au nombre de personnes qui sont venues, car il n'existe pas de décompte fiable; cependant, il faut savoir que, lors de l'édition 2012, 200 000 gobelets consignés ont été distribués, ce qui permet quand même d'évaluer l'affluence du public!

Quoi qu'il en soit, nous accordons chaque année une attention particulière à la coexistence entre les scènes musicales, ainsi qu'au respect des riverains. Mais il n'y a pas de formule magique... Si vous avez à me citer des exemples précis de situations à améliorer, Madame la conseillère municipale, je les prendrai volontiers en compte pour l'année prochaine.

M. Alain de Kalbermatten (DC). Ma question s'adresse au maire, M. Pagani. Elle concerne la place de Longemalle, actuellement en travaux. Le parking à vélos situé à cet emplacement auparavant étant hors-service, de nombreux cycles sont stationnés contre les murs des commerçants, qui s'en plaignent. Nous aimerions savoir s'il est prévu d'installer un parking à vélos provisoire dûment signalé pour remédier à cette situation.

M. Rémy Pagani, maire. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, vous savez que la place de Longemalle fait l'objet de nombreux travaux qui impliquent de multiples déviations de la circulation et déplacements des passages piétonniers. La configuration du lieu change quasiment chaque semaine! Il est impossible de réinstaller des épingles à vélos dans ces conditions. Je demande aux cyclistes de ne pas entreposer leurs vélos sur cette place, tout comme un effort analogue est requis des conducteurs de scooters. Il y a des emplacements disponibles pour le stationnement des deux-roues à la rue du Prince et à celle de la Tour-Maitresse. Je ne peux faire mieux!

A mes yeux, l'essentiel est de mener à bien le chantier de la place de Longemalle, qui sera terminé dans quelques mois. Nous pourrons alors remettre à niveau ce périmètre et installer les épingles à vélos là où le prévoit le plan de cet aménagement urbain.

M^{me} Sophie Courvoisier (LR). Ma question s'adresse à M. Pagani. J'aimerais savoir quel a été le prix de son investiture en tant que maire de Genève. En

effet, il a fait appel à deux ensembles de musique semi-professionnels, à savoir la Fanfare du Loup et celle des Croupettes, alors que ce sont d'habitude les fanfares municipales qui officient en ces circonstances...

M. Rémy Pagani, maire. Je ne m'attendais pas à cette question, mais j'y réponds très volontiers! Madame la conseillère municipale, il vous manque certaines informations... Vous devriez savoir que les Fifres et Tambours du Conservatoire populaire de musique étaient également présents à cette occasion – avec beaucoup de succès, d'ailleurs!

M. Jacques Pagan (UDC). Ma question s'adresse tout particulièrement à M. Pagani. Je suis déjà intervenu à propos des conséquences des multiples chantiers en cours dans notre ville sur la qualité de vie de ses habitants. Je poursuis aujourd'hui dans le même sens, mais en affinant ma requête. En clair, il s'agit de la politique d'information municipale concernant les travaux engagés par le Conseil administratif. Nous aimerions que les citoyens sachent exactement à quelle sauce ils seront mangés! Je pense surtout aux hôteliers, en raison des impératifs liés au tourisme local.

Ma question est triple. Premièrement, existe-t-il une liste et une carte géographique régulièrement mises à jour indiquant les travaux en cours et futurs en ville de Genève? Deuxièmement, ces documents – s'ils existent – sont-ils accessibles au public? Troisièmement, si tel n'est pas le cas, le Conseil administratif a-t-il l'intention de publier ces informations nécessaires – et quand?

M. Rémy Pagani, maire. Il est extrêmement difficile de répondre en deux minutes à cette question, j'y reviendrai donc demain de manière plus détaillée.

Il existe un organe appelé «Synchroville» pour coordonner les travaux menés respectivement par l'Etat, la Ville et les Services industriels de Genève (SIG), auxquels s'ajoutent encore les opérateurs privés – Swisscom et consorts – à qui il arrive aussi de creuser dans les sous-sols du territoire municipal. Nous essayons d'agir au mieux dans le cadre de cette instance! En revanche, il n'y a pas de carte synthétique des chantiers en cours, puisque leur configuration évolue relativement rapidement. Il arrive parfois que les SIG décident par opportunité de creuser ici, tandis que Swisscom veut creuser là...

Quant aux travaux menés par la Ville, Mesdames et Messieurs, vous savez qu'ils sont assez nombreux. Ils sont indifférenciés par une banderole rouge portant l'inscription «La Ville construit, la Ville rénove». En outre, nous distribuons

régulièrement des flyers pour informer la population des projets que nous réalisons. L'Etat de Genève, quant à lui, a adopté un système de fiches numérotées diffusées par la Direction générale de la mobilité (DGM). C'est notamment le cas pour le chantier du tram Cornavin-Onex-Bernex (TCOB), ainsi que dans mon quartier – la Jonction – au sujet des travaux en cours au boulevard Saint-Georges. Les SIG, eux, sont identifiables par la présence de leur sigle et publient leurs informations sur leur site internet.

Voilà ce que je peux dire en quelques minutes ce soir. Je regrette le lacunisme de ma réponse, car j'aurais voulu parler aussi des inévitables modifications routières impliquées par tous ces chantiers. Je déplore comme vous, Monsieur Pagan, les difficultés que cela entraîne dans la vie de nos concitoyennes et concitoyens, dont je m'efforce constamment d'alléger le quotidien en aménageant pistes cyclables et trottoirs...

Le président. J'annonce que la liste des intervenants pour les questions orales est close.

M^{me} Alexandra Rys (DC). En date du 18 janvier 2012, le Conseil municipal a accepté la motion M-994 qui demande un plan d'ensemble cohérent des futures rues piétonnes. Ma question est d'une simplicité tout à fait biblique: le Conseil administratif pense-t-il nous fournir ce document, assorti des informations que nous avons demandées sur l'éventuel parking des Clés-de-Rive, avant la Saint Glinglin? En conclusion, je me permets une petite remarque un peu mutine: devons-nous soupçonner que, courageux mais pas téméraire, il attend le 23 septembre pour ce faire?

M. Rémy Pagani, maire. Madame la conseillère municipale, sachez que nous avons devancé votre question... Dès le moment où nous avons reçu le décompte des signatures du référendum contre les 50 rues piétonnes – projet pour lequel le Conseil municipal avait déjà voté un crédit d'étude – il nous a paru impératif de ne pas poursuivre dans cette direction tant que le résultat du vote populaire ne serait pas connu. Nous avons donc momentanément suspendu l'identification des 150 autres tronçons de rue à piétonner. Nous attendons avec sérénité le verdict des urnes, le 23 septembre prochain, pour envisager la réalisation de ce projet et y consacrer les deniers publics durement gagnés par les contribuables genevois...

M. Olivier Fiumelli (LR). Ma question s'adresse à M^{me} Alder. Lors de la session plénière précédente, je lui ai demandé s'il était bien vrai, à Genève, que

les rentiers qui ne travaillent pas – millionnaires et autres – ont droit pour leurs enfants à une place de crèche au même titre que les parents qui travaillent. Elle m'a répondu par l'affirmative, me confirmant que les places de crèche étaient un droit pour tout le monde. Or, la votation du 17 juin dernier a imposé le contraire: dorénavant, les places de crèche seront fournies à la population en fonction des besoins.

J'aimerais donc savoir si M^{me} Alder entend réorienter sa politique de la petite enfance selon le récent résultat des urnes...

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Cette votation a eu pour résultat paradoxal que le contreprojet a remporté la bataille, alors que l'initiative a recueilli davantage de voix... Pour ma part, je ne modifierai pas ma politique de la petite enfance. Nous continuerons à nous efforcer de répondre aux besoins de la population en la matière – et vous savez très bien que nous sommes encore loin d'y parvenir, Monsieur Fiumelli, puisque la Ville de Genève ne satisfait actuellement que 46% des demandes, toutes structures confondues.

Vous avez évoqué le cas des personnes favorisées financièrement. A ce jour, les institutions genevoises de la petite enfance ne pratiquent aucune discrimination d'ordre financier – ni dans un sens, ni dans l'autre – parmi les parents. Nous répondons aux besoins de l'enfant, qui n'est pas responsable de la situation de ses géniteurs. Notre politique de la petite enfance est donc basée sur l'objectif de favoriser l'intégration, et je pense que nous ne pouvons que saluer la qualité de nos institutions dans cet esprit.

Pour vous répondre clairement, Monsieur le conseiller municipal: non, nous ne modifierons pas notre politique de la petite enfance ni le règlement y afférent; oui, nous continuerons à construire de nouvelles crèches pour répondre aux besoins importants de la population.

M. Pascal Spuhler (MCG). Ma question s'adresse à M^{me} Sandrine Salerno et concerne le concept de la manifestation La Ville est à vous. Les directives d'organisation émises par la Ville de Genève précisent que la participation est gratuite et ouverte à tous, mais que les stands publicitaires ou professionnels ne sont pas autorisés. Quel contrôle l'exécutif exerce-t-il à cet égard?

En effet, nous voyons apparaître de plus en plus de stands à caractère professionnel de vente de nourriture ou d'objets neufs, alors que cette manifestation est basée sur le principe du vide-greniers. Lesdits marchands prennent donc la place d'habitants qui aimeraient peut-être pouvoir tirer deux francs six sous d'une vente de gâteaux, par exemple. Sans parler des stands tenus par des Roms, eux aussi de plus en plus présents dans La Ville est à vous.

La municipalité a-t-elle la possibilité d'intervenir pour limiter ces phénomènes? J'ajoute que la manifestation en question n'est pas exempte de la présence de certains groupes politiques...

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Je n'ai pas compris vos propos concernant les groupes politiques, Monsieur Spuhler, mais je répondrai à la première partie de votre question.

Certes, nous pouvons exercer un certain contrôle à plusieurs niveaux. Cependant, il faut se rappeler que La Ville est à vous n'est pas organisée par la municipalité, qui se contente de la soutenir. Nous disposons actuellement d'une équipe de professionnels réduite composée de trois personnes travaillant à temps partiel – deux à 50% et la coordinatrice à 80% – ce qui n'est pas beaucoup pour la douzaine d'éditions annuelles de cette manifestation. A la base, ce sont les associations d'habitants et les associations de quartier – de moins en moins les maisons de quartier – qui en assument l'organisation. La Ville joue un rôle de support, mais nous comptons avant tout sur l'engagement citoyen des habitants pour organiser ces vide-greniers.

La présence de stands tenus par des professionnels doit être négociée avec les organisateurs de La Ville est à vous. Je signale que ce sont parfois les associations d'habitants qui ont tendance à les laisser occuper l'espace public dévolu à la manifestation. Dans ce cas, il nous est difficile d'intervenir! En revanche, lorsque les vendeurs professionnels sont malvenus – et cela arrive, vous avez raison de le préciser, Monsieur Spuhler – mes collaborateurs et collaboratrices négocient avec les personnes qui n'ont rien à faire là. Si cette démarche n'aboutit pas, nous pouvons solliciter les services de la police municipale pour les faire partir, car elle est habilitée à intervenir dans ce cadre.

Néanmoins, vous vous rendez bien compte que, lorsque la manifestation bat son plein dans les quartiers, même les agents de la police municipale ont de la peine à intervenir quand une altercation éclate au milieu de la foule! Ils le font pour garantir le respect du règlement de la Ville est à vous qui prévoit l'interdiction de la participation de professionnels, mais leur action reste difficile.

En ce qui concerne les partis politiques, ils n'ont absolument pas le droit de tenir des stands fixes à cette occasion, mais les stands volants, la distribution de tracts ou même la récolte de signatures relèvent du droit d'usage du domaine public en général. La Ville est à vous n'est pas soumise à des mesures de coercition particulières en la matière.

M. Pierre Rumo (EàG). Ma question s'adresse à M. Sami Kanaan. Dans le *Nouvel Observateur* du 7 juin 2012 a paru un entretien avec M. Edouard

Waintrop sur les anarchistes espagnols, sujet dont il est spécialiste et auquel il a récemment consacré un ouvrage. Il y est fait état de son activité à *Libération* jusqu'en 2008 et de sa qualité de délégué général de la Quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes. Or, cet article ne mentionne nullement qu'il est également directeur des cinémas du Grütli à Genève, activité pourtant bien plus importante – en tout cas en matière de disponibilité professionnelle – que celle exercée sur la Côte d'Azur. M. Waintrop n'est-il pas fier de sa fonction genevoise? Le nom du Grütli a-t-il des consonances trop helvétiques aux oreilles de nos amis français?

Plus sérieusement, ne pourrait-on pas attendre une programmation plus dynamique de la part de la Fondation des cinémas du Grütli, alors même que Genève n'accueille plus que cinq ou six cinémas indépendants?

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Je réponds volontiers à M. Rumo. M. Waintrop est fier de sa fonction genevoise et assume pleinement le plaisir d'être directeur des cinémas du Grütli! Il a cependant lui-même relevé que la presse française avait tendance à ne pas s'arrêter sur cette activité, la Quinzaine des réalisateurs à Cannes étant bien sûr nettement plus importante aux yeux de la presse. Nous savons tous que les journalistes français négligent souvent ce qui se passe hors de l'Hexagone... M. Waintrop sera plus attentif, à l'avenir, à ce que sa fonction genevoise soit bien mentionnée dans les articles qui paraîtront sur lui. Visiblement, il devra insister un peu... Il n'en demeure pas moins que son activité première est la direction des cinémas du Grütli.

Une année s'est écoulée depuis son entrée en fonction, durant laquelle il a également assumé le poste de délégué général de la Quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes. Nous venons de faire le bilan de ce premier exercice genevois, qui s'est bien passé. La programmation des salles du Grütli a été complètement revitalisée, malgré un évident déficit de communication.

Je signale encore que M. Waintrop a surtout mis l'accent sur la réactivation des liens – qui seront encore renforcés à l'avenir – avec différents festivals de cinéma, le Grütli faisant office de base arrière de programmation.

Les relations ont également été resserrées avec les autres cinémas indépendants de Genève, parmi lesquels le Grütli joue un rôle central. Je rappelle qu'il ne reste que quatre salles indépendantes sur le territoire de la Ville et une à Carouge... Mais nous avons également établi des contacts avec plusieurs établissements concernés de la région voisine, en France et dans le district de Nyon, afin d'établir un réseau aussi fort que possible et de mettre en place des synergies pour valoriser le cinéma indépendant au sens large. Je pense que les résultats de cet effort deviendront évidents dès l'année prochaine, et je m'en réjouis.

M. Sylvain Thévoz (S). Ma question s'adresse à M^{me} Esther Alder. Elle porte sur les abris de la Protection civile qui accueillent les personnes sans domicile fixe de la mi-novembre à la fin mars. Ensuite, ces gens se retrouvent à la rue! Pourtant, ils meurent autant en été qu'en hiver, car ils souffrent non seulement du froid, mais aussi de déshydratation, d'un habillement inapproprié, parfois d'alcoolisme extrême ou du manque d'hygiène. On se rappelle la polémique concernant les pataugeoires, que ces personnes utilisaient pour se laver. Je mentionnerai également la problématique des campements sous les ponts.

Ma question est la suivante: ne serait-il pas intéressant que la Ville de Genève prolonge l'ouverture des abris de la Protection civile – ou de toute autre structure d'accueil – afin de pouvoir accueillir les personnes sans domicile fixe durant toute l'année? Il faudrait en effet éviter de les laisser à la rue pendant l'été, car elles y sont alors tout aussi vulnérables qu'en hiver.

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Monsieur le conseiller municipal, la question de l'ouverture des abris de la Protection civile 365 jours par an se pose souvent. A ce jour, la Ville déploie ses efforts en matière d'accueil des sans-abri durant la période hivernale, à l'instar de toutes les villes européennes qui aident les personnes sans domicile fixe à lutter contre le froid. Telle est l'action soutenue par l'exécutif municipal et par moi-même en particulier. Si le Conseil municipal a la volonté de loger les sans-abri à l'année dans les abris de la Protection civile, le Conseil administratif s'y pliera.

Cependant, je pense que nous devons avant tout trouver des solutions pérennes – nous nous y employons d'ailleurs déjà – pour permettre le désengorgement des foyers d'urgence, car ils ne peuvent plus répondre à la demande. Le Conseil administratif y travaille actuellement au sein d'un comité de pilotage qui évalue les possibilités d'établir des logements relais. Telle est l'une des pistes à suivre.

Pour en revenir aux abris de la Protection civile, Monsieur Thévoz, je vous rends attentif au fait que, lors du vote du budget 2013, le Conseil municipal devra soutenir l'effort important déjà consenti par la Ville en matière d'hébergement des personnes sans domicile fixe. En effet, le fonctionnement de ces structures d'accueil a un coût!

En tout cas, les autorités de la Ville souhaitent épauler au mieux les gens défavorisés. Je signale qu'il est également possible de le faire en soutenant les diverses associations actives dans ce domaine, notamment celles qui mettent à disposition des logements d'urgence.

M. Vincent Schaller (LR). Ma question s'adresse à M^{me} Sandrine Salerno. Elle concerne les salles – je songe notamment à celles des Asters, du Môle et du

Faubourg – que la Ville met à la disposition de la population pour des manifestations diverses. A ces occasions, une quinzaine d’employés municipaux appelés «surveillants de salles» assurent la surveillance des locaux proprement dite, ainsi que l’ouverture et la fermeture des portes.

Pour le nettoyage des salles, la Gérance immobilière municipale (GIM) faisait auparavant systématiquement appel à des entreprises privées. Cependant, Madame Salerno, vous avez décidé au début de cette année de modifier le cahier des charges des surveillants en y ajoutant le nettoyage dit «ordinaire» – à savoir la mise en état de la salle après les manifestations – ce qui vous évite désormais de recourir à des privés pour effectuer cette tâche. Cette nouvelle donne a provoqué une levée de boucliers à laquelle des syndicats se sont d’ailleurs mêlés.

J’aimerais savoir où en est ce dossier. Le problème est-il réglé, ou le nouveau système fait-il encore l’objet de contestations?

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Monsieur Schaller, je me vois dans l’obligation d’aller à la pêche aux informations, car je n’ai jamais entendu parler de la moindre contestation au sujet de cette modification du cahier des charges des surveillants de salles. Ni moi ni le Conseil administratif n’avons reçu de courrier d’un quelconque syndicat à ce sujet. Je me renseignerai donc et je vous répondrai demain.

M^{me} Mireille Luiset (MCG). Je reviens à la question posée tout à l’heure par mon collègue quant aux cours de bondage donnés par l’association Dialogai. La réponse de la magistrate m’a quand même étonnée, voire choquée! En effet, elle laisse entendre que seule la communauté homosexuelle est incapable de mesurer les conséquences de ses pratiques, notamment du bondage. Le bondage n’est pas une pratique exclusive à la communauté homosexuelle – là, je n’apprends rien à mes collègues, non? M^{me} Alder semble penser que seule la communauté homosexuelle aurait besoin de cours de bondage, ce qui me surprend et me semble un peu péjoratif!

J’aimerais connaître la position de la Ville en cas de demande de subvention extraordinaire de la part d’une association, Dialogai ou autres, pour des cours de fétichisme – le latex peut entraîner des allergies – de scatologie, d’urolagnie – les risques d’infections existent – d’exhibitionnisme, de sadomasochisme – ceintures de contentions – ou de fistage. Les risques de lésions sont réels. Quelle serait la position de la Ville et de la magistrate face à une demande de ce style?

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Madame la conseillère municipale, sachez tout d’abord que j’ai pour principe – c’est en tout cas mon ambition

– de soutenir les efforts de toutes les associations subventionnées par le département de la cohésion sociale et de la solidarité, surtout en matière de prévention. Il y a divers risques... (*Rires.*) Vous riez, Mesdames et Messieurs, mais je trouve que ce n'est pas drôle! Certaines conduites peuvent mettre en danger la vie des gens ou les faire plonger dans la dépendance, notamment en ce qui concerne la sexualité et le suicide.

Nous devons donc saluer le travail des associations concernées, car elles mettent le doigt sur les risques entraînés par certaines pratiques dangereuses. C'est justement le cas de Dialogai, mais j'ai déjà répondu sur ce point. Au lieu de faire l'autruche en mettant la tête sous le sable, il faut reconnaître les problèmes et voir comment les résoudre. Voilà ce que j'avais à dire à ce sujet! (*Applaudissements.*)

Le président. Mesdames et Messieurs, j'ouvre une parenthèse un peu solennelle pour adresser nos salutations à M^{me} Marie-France Spielmann, ancienne présidente du Conseil municipal, qui suit nos débats en ce moment depuis son lit d'hôpital. Nous lui envoyons toutes nos pensées pour la soutenir dans la situation difficile qu'elle affronte en ce moment. (*Applaudissements.*)

M^{me} Danièle Magnin (MCG). J'ai entendu dire que certains membres du personnel du Grand Théâtre avaient de la peine à obtenir une avance sur salaire pour partir en vacances au mois de juillet. Pourtant, la Ville ne rechigne généralement pas à accorder ce type de prêt qui est quasiment devenu un droit. Je souhaite donc savoir s'il est exact que l'on refuse les avances sur salaire au personnel du Grand Théâtre – et notamment aux choristes.

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Le personnel du Grand Théâtre employé par la Ville dépend de la Direction des ressources humaines. A ma connaissance, les avances sur salaire y sont une pratique courante. Cependant, les choristes sont probablement employés par la Fondation du Grand Théâtre, ce qui implique que leurs conditions de travail ne relèvent pas de l'administration municipale.

M. Carlos Medeiros (MCG). Ma question s'adresse à M^{me} Esther Alder. J'imagine qu'elle a suivi comme nous le démantèlement des réseaux mafieux de Roms basés en France, mais qui en profitent pour arnaquer des citoyens genevois et escroquer des associations locales de sourds-muets, par exemple – n'en

dépense à certains conseillers municipaux comme M. Thévoz qui s'évertuent à faire preuve d'angélisme...

Etant donné que les abris de la Protection civile accueillent entre 70 et 80% de personnes appartenant à ces réseaux, l'exécutif pense-t-il instaurer un dispositif de filtrage pour mettre fin à un pareil déséquilibre, voire pour interdire purement et simplement aux arnaqueurs et aux mendiants par métier de continuer à profiter de la générosité des contribuables genevois?

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Monsieur le conseiller municipal, les abris de la Protection civile accueillent de la mi-novembre à la fin mars toute personne sans domicile fixe qui en fait la demande. Le cas des individus délinquants auquel vous faites référence relève des compétences de la police, la loi devant être respectée et l'auteur d'un délit arrêté. Aussi longtemps que les sans-abri accueillis dans le cadre du dispositif d'urgence de la Ville ne font pas l'objet d'un mandat d'arrêt, nous considérons qu'ils n'ont pas commis d'infraction. Ils sont donc reçus au même titre que toute autre personne, car nous ne voulons pas que quiconque meure de froid dans nos rues.

M^{me} Michèle Roulet (LR). Ma question s'adresse à M. Pagani. On a déjà eu l'occasion de lui signaler des nids de poule sur les chaussées genevoises, mais je ne sais pas si ses services lui ont rapporté le cas d'un endroit dangereux en face de l'établissement médicosocial (EMS) situé au bas de la rue de la Terrassière. Un horodateur cassé ou scié a laissé une base d'environ 5 cm qui sort du trottoir, sur laquelle un citoyen pourrait trébucher et se blesser grièvement. Etes-vous au courant, Monsieur le maire?

M. Rémy Pagani, maire. Madame la conseillère municipale, je vous remercie de m'avoir signalé cette anomalie sur le domaine public. Les fonctionnaires municipaux chargés de suivre nos débats pour prendre note de vos questions seront à l'œuvre dès demain matin pour remédier à la situation.

M. Simon Brandt (LR). Ma question s'adresse à M^{me} Salerno. Elle concerne la possibilité qu'aurait ou non la Ville de Genève de se jumeler avec d'autres villes du monde. Lors de la dernière session plénière, nous avons eu à ce sujet une brève altercation à l'issue de laquelle la magistrate m'a affirmé que notre commune ne pouvait en aucun cas procéder à un jumelage. Je lui ai donc montré un communiqué de presse du ministère de l'information vietnamien où il se vante

d'un jumelage entre certaines villes de son pays et Genève! M^{me} Salerno m'a alors promis de tirer cette affaire au clair, afin de savoir si ce document comportait un fond de vérité. L'avez-vous fait, Madame la conseillère administrative? Si oui, pouvez-vous me dire ce qu'il en est?

M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative. Oui, je l'ai fait. Renseignements pris auprès du Service des relations extérieures, je confirme qu'aucun jumelage n'est possible entre Genève et une autre ville.

Toutefois, lors de ses fréquents voyages au Vietnam en tant que conseiller administratif, André Hediger avait à l'époque pris des engagements dans le cadre d'un partenariat fraternel. Il avait notamment proposé à la ville de Hanoï de lui offrir une horloge fleurie qui a finalement été payée par Berne et non par Genève... Cela pour la petite histoire.

Pour répondre à votre question, Monsieur Brandt, je répète que Genève n'est jumelée à aucune autre ville. Simplement, un ancien magistrat s'est montré quelque peu euphorique dans ses relations avec certains partenaires internationaux rencontrés lors de ses déplacements officiels... Voilà qui explique pourquoi, dans le Sud-Est asiatique, on a pu croire Hanoï et Genève jumelées – mais cela ne correspond pas à la réalité!

M^{me} Maria Vittoria Romano (S). Ma question s'adresse à M^{me} Alder et concerne la fête des promotions au parc La Grange. L'année dernière, les activités organisées dans ce cadre étaient fantastiques et les enfants se sont beaucoup amusés... mais on ne leur a quasiment rien offert à manger! J'aimerais donc savoir s'il en ira de même cette année, ou si des démarches ont été faites pour pallier ce défaut.

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Madame la conseillère municipale, je suis navrée que vous me posiez cette question trois jours à peine avant les promotions de cette année! Vous vous référez pourtant à un problème qui s'est posé il y a un an, vous auriez donc eu le temps de m'en faire part plus tôt.

Quoi qu'il en soit, sachez que le Service des écoles et institutions pour l'enfance déploie toute son énergie pour garantir le meilleur déroulement possible de cette fête. Tout le dispositif sera prêt mercredi, et j'espère que les enfants et leurs parents seront satisfaits de ce que nous aurons organisé pour eux. Si tel ne devait pas être le cas, je vous saurais gré de m'en informer immédiatement, afin que nous puissions prendre les devants pour remédier à la situation en temps opportun...

5. Pétitions.

Le président. Nous avons reçu les pétitions suivantes, qui sont renvoyées directement à la commission des pétitions:

- P-292, «Supprimons l'interdiction de circuler installée à la rue des Minoteries»;
- P-293, «Pour des jeux dans le préau de l'école de Montchoisy!»

6. Réponse du Conseil administratif à la motion du 21 mars 2007 de M. Olivier Coste, M^{mes} Nicole Bobillier, Martine Sumi-Viret et Anne Moratti Jung, acceptée par le Conseil municipal le 8 mai 2007, intitulée: «Un resto à Gaise (école de Geisendorf)?» (M-675)¹.

TEXTE DE LA MOTION

Considérant:

- l'importance de trouver une solution pour les enfants fréquentant l'école de Geisendorf en ce qui concerne l'accessibilité à un restaurant scolaire de proximité;
- les recommandations formulées par la commission sociale et de la jeunesse lors de l'étude de ce sujet (rapport PR-470 A1);
- la proposition de rejet du crédit concernant la création du restaurant scolaire, ayant comme conséquence une non-entrée en matière pour une solution positive;
- la réduction probable de l'utilisation des secrétariats d'inspecteurs situés dans le bâtiment principal de Geisendorf, réduction découlant de la nouvelle réorganisation de l'enseignement primaire, la nomination de directeurs d'école entraînant les suppressions de postes d'inspecteurs,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de poursuivre ses investigations pour trouver une solution durable pour le restaurant scolaire de Geisendorf, que ce soit en rediscutant les conditions de mise à disposition de locaux par le Département de l'instruction publique – en mètres carrés et en francs – d'un bâtiment bénéficiant d'un droit de superficie municipal, ou en envisageant même une construction pour le restaurant et les activités parascolaires dans le petit préau de la rue Faller ou à la villa Lamartine.

¹ «Mémoire 164^e année»: Rapport, 7189.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

La nécessité de créer un restaurant scolaire pour les élèves des écoles de Geisendorf est aujourd'hui indéniable notamment au vu de l'augmentation de la demande de prise en charge parascolaire.

L'acceptation de la proposition PR-783 le 17 mars 2010 a permis de déboucher sur un changement d'affectation de la zone qui permet dès lors la réalisation de travaux sur le territoire en question.

L'acceptation de la proposition PR-941 le 14 mars 2012 octroie un crédit d'étude en vue de la réalisation de travaux à la villa Lamartine.

Le projet de travaux comprend la création:

- d'un restaurant scolaire de capacité suffisante pour accueillir sur place tous les élèves de l'école;
- de locaux polyvalents adaptés pour les activités parascolaires et à disposition des habitants du quartier;
- de locaux de répétition de musique;
- de locaux adéquats pour le Service des espaces verts.

Ce projet de grande ampleur requiert du temps entre l'étude et la réalisation des travaux. Le concours d'architecture aura lieu à la fin du mois de mai 2012.

Le Conseil administratif met donc tout en œuvre pour concrétiser la réalisation d'un restaurant scolaire sur le site de Geisendorf.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

La conseillère administrative:
Esther Alder

7. Réponse du Conseil administratif à la motion du 16 septembre 2009 de M^{mes} Patricia Richard, Anne-Marie Gisler, MM. Simon Brandt, Rémy Burri, Guy Dossan, Olivier Fiumelli, Adrien Genecand, Edgar Bordier et Salvatore Vitanza, acceptée par le Conseil municipal le 14 octobre 2009, intitulée: «Une réglementation pour le respect de nos préaux» (M-880)¹.

TEXTE DE LA MOTION

Considérant:

- le nombre de pétitions et de lettres de parents d’élèves demandant le respect de la propreté (seringues usagées, briques de verre, préservatifs, etc.) dans les préaux de nos écoles;
- les plaintes de voisins concernant les bruits dus souvent aux dégradations faites dans les préaux d’écoles la nuit;
- le fait qu’une catégorie de personnes a élu domicile de nuit dans nos préaux depuis cet été,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif:

- à poursuivre sa politique réaliste et pragmatique en matière de sécurité dans les préaux de nos écoles;
- à intervenir auprès du Canton pour qu’il fasse appliquer la loi.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Les questions de propreté et d’incivilités dans les préaux d’écoles gérés par la Ville de Genève préoccupent le Conseil administratif, et le département de la cohésion sociale et de la solidarité en particulier.

Concrètement, ces questions se posent différemment pour chaque préau et évoluent dans le temps. Elles révèlent le plus souvent des situations complexes pour lesquelles il n’existe pas de solution simple et définitive.

La vocation première des préaux est bien celle d’offrir un espace pour la récréation et la détente des élèves pendant le temps scolaire. Cependant, parallèlement, les préaux sont également des espaces publics, situés au cœur des quartiers et ouverts à tous les habitants. Ces lieux sont donc fréquentés au-delà du temps scolaire par diverses personnes qui peuvent en faire des usages variés.

Nous constatons que la fréquentation des préaux a nettement augmenté au cours de ces dix dernières années. L’occupation est surtout le fait de jeunes gens,

¹ «Mémorial 167^e année»: Développée, 1994.

anciens élèves et/ou jeunes du quartier. Cette fréquentation, notamment nocturne, entraîne parfois des nuisances sonores et/ou des déprédations (endommagement de matériel, tags, déchets, ...).

Suivant les cas, ce sont donc des problèmes différents qu'il s'agit de résoudre: cohabitation et convivialité dans le quartier, salubrité publique, incivilités, voire même insécurité. C'est pourquoi les réponses à apporter nécessitent un diagnostic précis et partagé avec l'ensemble des acteurs clés du quartier, et elles sont généralement différentes selon les cas d'espèce.

Pour répondre de manière adéquate à ces problèmes complexes, des concertations réunissant les différents partenaires (école, polices, travailleurs hors murs, voisins, etc.) sont organisées et des actions collectives sont mises sur pied.

Au sein du Service des écoles, un coordinateur «école et quartier» assure la mise en place de groupes de travail dans le but de mieux identifier les problèmes, d'évaluer les besoins et de réfléchir aux solutions possibles.

Les domaines de compétence de chacun sont distincts et se complètent. La police cantonale est sollicitée lorsque des délits sont commis, et c'est elle qui intervient sur la base des lois en vigueur. La police municipale garantit son rôle de police de proximité en développant un travail de répression en cas de besoin, dans le cadre de ses compétences légales.

Les résultats de ces interventions concertées et spécifiques portent leurs fruits, à l'image de ce qui se déroule actuellement à l'école des Allobroges. Cependant, une solution est toujours provisoire et nécessite un suivi constant, la situation étant toujours amenée à évoluer.

Conclusion

La question des préaux et notamment de l'entretien représente un défi de plus en plus important. Le fait que ces lieux sont utilisés comme des espaces publics à part entière et que l'on constate aujourd'hui une augmentation de leur fréquentation implique un certain nombre de conséquences en matière de propreté et de salubrité.

Ainsi, afin de faire face au mieux à cette problématique, le Service des écoles examine la possibilité d'étendre les prestations de nettoyage, notamment pour les week-ends et durant les périodes de vacances.

En définitive, une réglementation unique ne résoudrait pas les problèmes qui se posent différemment dans chaque lieu, en fonction de l'utilisation qu'en font les riverains. Pour le surplus, la loi s'applique.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

La conseillère administrative:
Esther Alder

Motion: une réglementation pour le respect de nos préaux

M. Rémy Burri (LR). J'aimerais simplement insister sur le fait que la demande exprimée dans la motion M-880 était parfaitement justifiée, puisqu'il s'agissait de procéder à des interventions circonstanciées dans les préaux des écoles pour éviter les débordements que nous connaissons tous. Or, le Conseil administratif nous adresse ici une fin de non-recevoir en nous disant carrément: «Circulez, il n'y a rien à voir!». Il n'entend pas intervenir au cas par cas dans les préaux, alors que nous demandions précisément une véritable réflexion pour trouver des mesures adaptées à chaque situation. Nous déplorons cette réponse bâclée qui ne répond nullement à nos préoccupations.

M^{me} Esther Alder, conseillère administrative. Monsieur le conseiller municipal, de même que les autres espaces publics, les préaux des écoles suscitent de nombreuses réflexions – à juste titre, parfois. Mes collègues et moi-même sommes favorables à des approches différenciées. Le département de la cohésion sociale et de la solidarité envisage actuellement la mise en place d'une expérience pilote dans le prolongement de l'action des agents de la police municipale avec des correspondants de nuit, à l'instar de ce qui se fait à Vernier.

La fermeture des préaux n'est jamais une solution, car cette mesure ne fait que reporter les problèmes ailleurs. Nous sommes tout à fait conscients – les concierges des écoles que nous rencontrons régulièrement nous le confirment – qu'il n'est pas évident d'assurer une bonne gestion des préaux. Bien ou mal utilisés, ils n'en répondent pas moins à de réels besoins. Le Conseil administratif entend donc adopter une approche croisée et transversale pour trouver des solutions. Nous n'avons pas de mesure type à appliquer dans chaque cas, c'est pourquoi nous examinons la situation de chaque préau problématique avec les concierges et le Service des écoles et institutions pour l'enfance, afin d'apporter des améliorations aussi bien en faveur du voisinage que des jeunes.

En effet, ce sont souvent eux qui occupent ces espaces hors des heures scolaires, car ils manquent de locaux appropriés pour se réunir et les établissements publics existants sont souvent beaucoup trop chers pour leur budget. J'en profite pour déplorer au passage la disparition progressive des petits cafés bon marché au profit des *lounges* et consorts...

**8. Réponse du Conseil administratif à la motion du 14 décembre 2010 de M. Grégoire Carasso, M^{mes} Claudia Heberlein Simo-
nett et Ariane Arlotti, acceptée par le Conseil municipal le
12 octobre 2011, intitulée: «Un chantier de jeunes pour réno-
ver le pavillon Cayla et gérer un atelier vélo» (M-958)¹.**

TEXTE DE LA MOTION

Considérant:

- l’histoire haute en couleur du pavillon Cayla, issu de l’Exposition nationale de 1896;
- la volonté du Grand Conseil de le vendre;
- l’attachement du quartier à cette petite maison de conte de fée;
- le groupe de travail «Pavillon Cayla» du Forum 1203 et son projet d’utilité publique de rénovation de l’édicule en un «pavillon cycliste»,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif:

- de s’impliquer pour la rénovation du pavillon Cayla et l’installation d’un atelier vélo offrant au quartier un lieu vivant, ouvert et animé par des jeunes, le tout en collaboration avec le Canton et en créant à chaque étape des opportunités d’insertion grâce à des stages découvertes et des petits jobs, notamment pour des jeunes en rupture de formation;
- de se porter acquéreur au cas où le Conseil d’Etat mettrait le pavillon en vente.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Dû au fait que la pétition pour la rénovation du pavillon Cayla, en cours actuellement aux commissions des pétitions de la Ville de Genève (P-278) et du Grand Conseil (P-1810), traite du même objet, le Conseil administratif demande au Conseil municipal d’attendre les délibérations de ces dernières avant la reddition d’une réponse définitive.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

La conseillère administrative:
Esther Alder

¹ «Mémorial 169^e année»: Développée, 1900.

M^{me} Martine Sumi (S). Je voudrais simplement signaler que le rapport sur la pétition P-278 concernant le même sujet figure à notre ordre du jour...

9. Réponse du Conseil administratif aux conclusions de la commission des pétitions, acceptées par le Conseil municipal le 2 novembre 2011, sur la pétition intitulée: «Fermeture des portes et surveillance des préaux de l'école Geisendorf» (P-254)¹.

TEXTE DES CONCLUSIONS

Le Conseil municipal renvoie la pétition P-254 au Conseil administratif.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le parc Geisendorf est confronté à des problèmes d'incivilités, voire d'insécurité depuis de nombreuses années. Face à cette problématique récurrente, différentes actions ont été entreprises afin de sécuriser le parc et le réinvestir d'une autre manière. Un certain nombre de mesures concrètes ont été prises.

La police municipale a augmenté sa présence et ses passages dans le parc, particulièrement en période estivale lorsque le parc est plus fréquenté. De plus, les travailleurs sociaux hors murs (TSHM) assurent un travail de proximité.

Une personne dépendant de l'Hospice général travaille actuellement dans l'école. Son rôle est principalement la surveillance des récréations et des préaux.

L'association de parents d'élèves, qui n'a pas souhaité s'associer à cette démarche de pétition, a participé à la création de l'association Geis & Dorf, dont le but est d'occuper et réinvestir le parc par divers animations et événements. Le bilan et l'impact de ces initiatives sur la vie du parc sont clairement positifs.

Les préaux sont nettoyés tous les jours (ce qui n'est pas le cas dans les autres préaux de la Ville) avant 8 h le matin afin de garantir des espaces le plus propre possible.

L'ensemble de ces actions entreprises ont permis de baisser les tensions de voisinage et d'améliorer la convivialité dans le quartier. L'intention est de continuer à travailler en concertation et dans un esprit d'ouverture entre les usagers de l'école, du parc et du quartier.

¹ «Mémorial 169^e année»: Rapport, 2487.

Pétition: temps de travail d'animation de la Maison de quartier Asters-Servette

Concernant une fermeture des bâtiments scolaires, le Département de l'instruction publique, de la culture et du sport du Canton de Genève s'y oppose généralement.

Dans le cas d'espèce, au vu des directives cantonales et en prenant en considération les résultats positifs des actions menées sur le terrain, le Conseil administratif se propose de poursuivre la même politique, tout en maintenant – voire en renforçant le cas échéant – les mesures prises pour résoudre les problèmes de salubrité, d'incivilité ou d'insécurité qui se poseraient à nouveau dans le parc Geisendorf.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

La conseillère administrative:
Esther Alder

10. Réponse du Conseil administratif aux conclusions de la commission des pétitions, acceptées par le Conseil municipal le 23 mai 2011, sur la pétition intitulée: «Pour la restitution de la totalité du temps de travail d'animation de la Maison de quartier Asters-Servette» (P-258)¹.

TEXTE DES CONCLUSIONS

Le Conseil municipal renvoie la pétition P-258 au Conseil administratif.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Les mesures d'économie prises en 2010 par la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe) sont désormais terminées et la Maison de quartier Asters-Servette a récupéré la totalité du temps de travail d'animation. Le rapport N° 47 de la Cour des comptes du 14 décembre 2011 relatif à l'organisation et le financement de la FASe le confirme. Nous considérons dès lors que la demande contenue dans la pétition P-258 a été traitée et que le dossier peut être classé.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

La conseillère administrative:
Esther Alder

¹ «Mémoire 168^e année»: Rapport, 7299.

Question: empreinte écologique de la police de proximité

- 11. Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 18 avril 2012 de M^{mes} Julide Turgut Bandelier, Sandrine Burger, Fabienne Fischer, Sarah Klopmann, Anne Moratti, Frédérique Perler-Isaaz, Marie-Pierre Theubet, MM. Mathias Buschbeck, Julien Cart, Yves de Matteis et Alexandre Wisard, intitulée: «A la recherche de l’empreinte écologique de la police de proximité» (QE-374)¹.**

TEXTE DE LA QUESTION ÉCRITE

Combien de kilomètres les agents de la police municipale ont-ils parcourus en voiture en 2010, 2011 et 2012 et combien de litres d’essence cela représente-t-il?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Faisant suite à la question écrite sous rubrique, il est remis ci-après le tableau inventoriant les kilomètres effectués annuellement par les véhicules de la police municipale, la consommation annuelle ainsi que la consommation moyenne pour chacun de ces véhicules.

	2010	2011	31.03.2012
Consommation annuelle en litre	13 886,20	14 058,66	3 719,64
Km annuels	103 843,00	107 557,00	27 023,00

La période concernée couvre les années 2010 et 2011, ainsi que le premier trimestre 2012.

A la lumière des chiffres présentés, il apparaît que le kilométrage effectué par la police municipale en voiture est stable ces trois dernières années.

Par ailleurs, il est à relever qu’une partie importante des kilomètres effectués ne concerne aucunement le travail d’îlotage pour lequel il est requis des patrouilles pédestres, à vélo ou en rollers.

Ainsi, l’utilisation de la voiture est notamment nécessaire pour certaines vacations aux rendez-vous auxquels sont conviés les agents de la police municipale (gendarmerie, organisation de manifestations, Hôtel de police, etc.).

¹ «Mémoire 169^e année»: Annonce, 5803.

L'utilisation d'un véhicule automobile est également nécessaire en cas d'intervention urgente nécessitant le transport de matériel (accidents de la circulation) ou l'interpellation de contrevenants à remettre à la gendarmerie.

La voiture est également utile le soir où, compte tenu d'un nombre restreint de policiers municipaux sur le terrain, le territoire à couvrir est plus vaste.

Enfin, certaines missions, telles que l'ouverture/fermeture des parcs et des chaînes, nécessitent une ronde journalière qui, si elle n'était pas effectuée en voiture, entraînerait l'engagement sur le terrain d'agents de la police municipale supplémentaires afin de garantir les horaires d'ouverture des parcs et/ou l'accessibilité à certaines rues où la circulation est restreinte.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:

Jacques Moret

Le maire:

Pierre Maudet

M^{me} Julide Turgut Bandelier (Ve). Nous remercions M. Maudet et ses services de cette réponse. Nous nous étonnons toutefois du nombre de kilomètres parcourus en voiture par les agents de la police municipale et nous aimerions avoir des informations plus détaillées sur les véhicules utilisés. Le magistrat pourrait-il nous fournir des précisions supplémentaires à cet égard?

12. Réponse du Conseil administratif à la motion du 28 avril 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Miltos Thomaidis, Christophe Buemi, Thierry Piguët, Roger Michel, Mathias Buschbeck, Alexandre Wisard, M^{mes} Annina Pfund, Christiane Olivier, Nicole Valiquier Grecuccio, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Silvia Machado, Andrienne Soutter, Corinne Goehner-Da Cruz, Vera Figurek, Maria Casares et Sarah Klopmann, acceptée par le Conseil municipal le 18 avril 2012, intitulée: «Insonorisation de l'Usine» (M-914)¹.

TEXTE DE LA MOTION

Considérant:

- la crise des espaces de culture alternative en général, et celle des lieux de concerts publics en particulier;

¹ «Mémorial 169^e année»: Rapport, 5739.

- la pression extraordinaire que ce contexte fait peser sur les derniers lieux existants;
- le pilier de culture alternative que représente l’Usine, et son subventionnement en conséquence;
- la propriété de la Ville de Genève de l’ensemble du bâtiment de l’Usine;
- le volume sonore qu’impliquent les contenus artistiques de l’Usine,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de s’engager avec détermination et célérité afin de réaliser l’ensemble des travaux d’insonorisation nécessaires dans le bâtiment de l’Usine, inclus le Moloko.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le crédit de réalisation pour les travaux d’assainissement acoustique dans les salles du PTR/Kab, Zoo et Moloko, ainsi que la création d’un escalier de secours, a été voté le 18 avril 2012 par le Conseil municipal.

Le planning prévisionnel prévoit de débiter le chantier mi-juin 2012 et de le terminer fin septembre 2012.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Rémy Pagani

13. Hommage à M. Pierre Maudet, élu au Conseil d’Etat.

Le président. Nous passons maintenant à un moment dédié à M. Pierre Maudet, avec tout d’abord un message de votre président.

Monsieur le conseiller administratif, Monsieur le conseiller d’Etat élu, cher Pierre, permettez-moi, en mon nom propre et en tant que président, de vous adresser les plus vives félicitations du Conseil municipal. Certes, nous aurions voulu vous garder plus longtemps en Ville de Genève, tant votre action nous est précieuse. Je sais que beaucoup de vos collaboratrices et collaborateurs vous regretteront, car vous avez toujours privilégié le contact direct avec eux et partagé leurs préoccupations.

Je résume brièvement votre trajectoire politique. A 15 ans, vous êtes président du Parlement des jeunes de la Ville. Elu conseiller municipal de la Ville de Genève

en 1999, vous devenez chef du groupe municipal radical après votre réélection en mars 2003, vice-président du Parti radical genevois en 2004, président de la Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) en 2005, puis président du Parti radical genevois à la fin de la même année. Elu premier vice-président du Conseil municipal de la Ville de Genève en 2006, vous devenez conseiller administratif en 2007 et prenez la tête du département de l'environnement urbain et de la sécurité, mandat qui vous est confirmé par les urnes en 2011. Maire de Genève le 1^{er} juin 2011, vous êtes élu le 17 juin dernier au Conseil d'Etat.

Mais quel âge a donc Pierre Maudet? 45 ans? 55 ans? S'apprête-t-il à bénéficier du PLEND (plan d'encouragement au départ anticipé) dans trois ans, à l'âge de 58 ans? Non! Pierre Maudet a 34 ans! N'a-t-il fait que de la politique dans sa vie, pour mener une telle carrière en si peu d'années? Eh bien, non! Il a encore trouvé le temps de se marier et d'avoir avec son épouse un petit garçon et deux petites filles. Alors, n'a-t-il consacré son temps qu'à la politique et à la famille? Même pas, puisqu'il a obtenu une maîtrise de droit en 2006 et que son service dans l'armée suisse l'a mené jusqu'au grade de capitaine dans les troupes de sauvetage opérationnelles en cas de catastrophe – une spécialité qui vous servira au Canton, cher Pierre, car il en a bien besoin!

Puisse votre présence apporter un nouveau souffle au Conseil d'Etat et y garantir la défense d'une démocratie vivante, riche et respectueuse de ses minorités – avec ou sans papiers – résolument tournée vers la solidarité. Bon vent, Pierre! Bon vent, Monsieur le conseiller d'Etat élu! Je vous félicite en toute amitié. (*Applaudissements.*)

M. Rémy Pagani, maire. Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers administratifs, Monsieur le président du Conseil municipal, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, Mesdames et Messieurs les téléspectatrices et téléspectateurs, chers amis, chers amis, j'ai la délicate mission d'adresser quelques mots à un magistrat qui vit en ce moment ses derniers jours au sein de l'exécutif de la Ville de Genève.

Prendre congé d'un collègue que l'on a côtoyé pendant plusieurs années engage à regarder vers le passé pour mesurer le chemin parcouru. Certes, comme dans toute activité humaine, il est inévitable qu'une trajectoire politique soit marquée par des hauts et des bas, mais surtout par des temps forts chargés d'émotion. Or, ce que vit Pierre Maudet aujourd'hui relève précisément des moments d'intensité exceptionnelle, puisqu'il vient d'être brillamment élu à la fonction de conseiller d'Etat de la République et Canton de Genève.

Le Conseil administratif l'a bien sûr d'emblée félicité, mais il tient aujourd'hui à lui adresser officiellement ses vœux de réussite pour l'accomplissement de son

nouveau mandat. Il se réjouit par ma voix de pouvoir compter sur son expérience – relativement courte, certes, mais renforcée par une excellente connaissance des problématiques genevoises – lors de ses futures rencontres avec l'exécutif cantonal.

A mes yeux, la trajectoire de Pierre Maudet évoque d'emblée une détermination sans faille. Me viennent alors à l'esprit deux mots simples qui me semblent résumer parfaitement sa personnalité: passion et engagement. Passion pour la politique, bien sûr, que Pierre Maudet a connue dès son plus jeune âge, puisque son premier acte majeur – à 11 ans – fut d'écrire au Conseil administratif de l'époque pour lui réclamer la construction d'une rampe de skateboard! J'espère qu'il sera présent lors de l'inauguration du bowl de la plaine de Plainpalais le 1^{er} août prochain, histoire de rester cohérent avec ses combats d'antan...

La suite, Mesdames et Messieurs, vous la connaissez. Après avoir contribué à la création du Parlement des jeunes de la Ville de Genève à l'âge de 15 ans, il a marqué sa présence au perchoir en tapant sur la cloche avec autant d'énergie que de légèreté – certains l'ont peut-être vu à l'écran. Ce geste symbolise à mon sens les qualités dont Pierre Maudet a su faire preuve jusqu'à aujourd'hui et qu'il ne manquera pas – je l'espère! – de conserver à l'avenir: la détermination, la légèreté et l'énergie dans son activité politique quotidienne.

Conseiller municipal pendant huit ans, il s'est illustré à maintes reprises par ses interventions remarquées dans ce plénum. En 2007, à 29 ans seulement, il devient le plus jeune conseiller administratif de l'histoire de la Ville de Genève. Enfin, le 17 juin dernier, il accède à 34 ans à la charge – je sais de quoi je parle en employant ce terme! – de conseiller d'Etat au sein de l'exécutif cantonal.

Bien entendu, un pareil parcours suscite presque inévitablement des commentaires et des réactions. Pour avoir fréquenté Pierre Maudet d'assez près pendant ces cinq dernières années – et je dois admettre n'avoir pas toujours été d'accord avec lui... – je crois pouvoir dire que cette passion politique si précoce et son besoin viscéral d'être acteur de la cité dès son adolescence ne seraient rien, aujourd'hui, sans l'engagement et l'implication dont il a su faire preuve par la suite.

Je peux attester que l'un de ses plus grands exploits aura sans doute été de réussir à survivre au sein de l'exécutif municipal très majoritairement de gauche... Il y est néanmoins parvenu tout en traversant bien des épreuves et en supportant les heurts dus à sa position minoritaire, car il a su obtenir à la tête du département de l'environnement urbain et de la sécurité des résultats que nous nous accordons tous à reconnaître.

Il a entrepris dans ce cadre un nombre considérable d'actions diverses dont il faut parler. J'en citerai trois qui me paraissent importantes pour l'avenir de notre

ville. Premièrement, l'amélioration de la sécurité... (*Rires dans la salle.*) Mais il n'y a pas de quoi rire! Je pense que l'intervention de M. Maudet en la matière a été efficace, et j'aimerais bien que ceux qui rient fassent aussi bien que lui le jour où ils seront à sa place!

En deuxième lieu, je mentionnerai la fusion des corps de pompiers professionnels du Service d'incendie et de secours de la Ville de Genève (SIS) et du Service de sécurité de l'Aéroport (SSA), qui devrait permettre de mieux répondre aux attentes de la population en matière de sauvetage. La position stratégique de notre commune est souvent remise en cause quand il s'agit de prendre des responsabilités à l'échelle cantonale, mais gérer les pompiers sur tout le territoire du Canton permet de détenir un pouvoir largement supérieur à celui d'une simple ville-centre.

Enfin, le projet Hercule 2012 – nouveau nom de l'action «Genève ville propre» – fait allusion aux douze travaux du héros mythologique pour désigner une opération de nettoyage urbain qui améliorera encore davantage la qualité de vie de tous les Genevois.

Cher Pierre Maudet, résumer votre action à ces trois grands axes est forcément très réducteur, mais le temps me manque pour entrer dans les détails. Sachez en tout cas que notre collègue gardera de vous l'image d'un homme de consensus, toujours prêt à travailler en équipe et guidé en toutes circonstances par un sens aigu de l'engagement en faveur de la collectivité. Pour ma part, je suis convaincu que ce qui fait votre force, aujourd'hui, c'est votre stabilité et votre sens de la politique au sens noble du terme – à savoir cette capacité de changer profondément la vie des gens pour le mieux.

Le Conseil administratif tient à saluer votre action au service de la Ville de Genève et à vous en remercier très sincèrement, au nom de toutes les habitantes et de tous les habitants de notre cité. Nous vous souhaitons bonne chance au sein du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève, en espérant que les vents à l'avenir vous seront toujours favorables! (*Applaudissements.*)

M. Pierre Maudet, conseiller administratif. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les membres du bureau du Conseil municipal, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, chers collègues, Monsieur le maire, c'est évidemment avec une certaine émotion que je m'exprime devant vous ce soir pour mes «derniers jours» parmi vous, comme l'a dit M. Pagani – mais, à 34 ans, je suis un peu jeune pour envisager ce moment comme un enterrement!

D'ailleurs, je commencerai par vous signaler que je n'ai pas encore tout à fait terminé mon mandat de conseiller administratif. En effet, il reste deux objets en

particulier que j'aimerais voir validés par ce plénum avant demain soir... Voilà pour cette brève séquence de publicité!

J'aimerais surtout vous dire, Mesdames et Messieurs, à quel point je suis heureux de pouvoir vous adresser ces quelques mots à l'issue des treize années que j'ai passées dans cette enceinte – huit comme conseiller municipal, cinq comme conseiller administratif. Tout d'abord, je remercie les nombreuses personnes parmi vous qui m'ont adressé des messages de félicitations – ce fut une véritable avalanche et je n'ai pas encore eu le temps de répondre à tout le monde, mais je suis très touché. Je ne sais pas si ces congratulations sont toujours réellement sincères, ou si certains ne se félicitent pas surtout de me voir partir ailleurs... Je plaisante, bien sûr! Je crois que nous avons pu nouer des contacts fructueux, au cours de toutes ces années, et vos messages ont confirmé mon sentiment.

Au terme de cette campagne électorale assez haletante et au seuil de mon nouveau mandat, j'ai choisi de vous raconter une anecdote qui me semble assez bien résumer l'action politique en Ville de Genève. Voici l'objet dont il sera question ici: un beau téléphone que m'a remis mon prédécesseur lors de mon arrivée à l'exécutif municipal – on est toujours le successeur de quelqu'un et un autre nous succédera inmanquablement, il est bon de s'en souvenir...

Mon prédécesseur, donc, qui avait à l'époque ses bureaux à la cour Saint-Pierre, m'a averti quelques jours avant mon entrée en fonction: «Lors de votre installation à la rue de l'Hôtel-de-Ville, n'oubliez pas de brancher ce téléphone. C'est votre sésame et la garantie de votre disponibilité en tant que responsable des pompiers, il vous mettra en contact immédiat avec l'état-major cantonal en cas de catastrophe.» Je vous raconterai la suite à la fin de mon intervention...

Toujours est-il que ce téléphone symbolise trois fonctions fondamentales à mes yeux pour un magistrat municipal, trois enseignements que je retirerai de mon expérience de conseiller administratif pour tenter de les mettre à profit au sein du Conseil d'Etat.

Premièrement, il s'agit de la notion de disponibilité. La fonction de magistrat municipal a cela d'extraordinaire – mes collègues pourront en témoigner – qu'elle implique un contact quotidien avec la réalité vécue par la population. Nous ne pourrions pas faire ce boulot si nous n'étions pas disponibles. Certes, il arrive de temps en temps que nous ayons envie de prendre des vacances – ce qui n'est pas toujours possible – ou, au moins, de décompresser un peu... Mais cette disponibilité est une caractéristique fondamentale, à mon sens, et je crois que le résultat des urnes vient d'en apporter la confirmation.

La deuxième notion fondamentale que je voulais mentionner est liée par excellence à la symbolique du téléphone, puisqu'il s'agit de l'écoute. Un de mes mentors en politique me l'avait bien dit: tout être humain étant doté d'une bouche

et de deux oreilles, il doit écouter deux fois plus qu'il ne parle. On conviendra qu'une telle attitude n'est pas tout à fait typique des hommes et des femmes politiques, en général... Pourtant, la capacité d'écoute fait aussi partie des valeurs que j'aurai appris à apprécier au cours de ces cinq dernières années. Je pense que le charisme et la capacité d'incarner un rôle en politique résultent d'abord de la faculté d'écouter que l'on développe naturellement lors d'un mandat municipal.

Enfin, troisième qualité symbolisée par ce téléphone et déjà soulignée par le maire, tout à l'heure, en des termes où je me retrouvais parfaitement: la volonté d'agir. Prendre son combiné, aller de l'avant... Chaque membre du Conseil administratif en est un bon exemple. Nous essayons sans cesse de débloquer des dossiers, nous nous décarcassons pour faire avancer les choses concrètement sur le terrain.

En un mot comme en cent, la fonction de magistrat municipal est extraordinaire, car elle oblige à assurer une action de proximité. L'efficacité de chacun en la matière est ensuite confirmée – ou non – par les urnes, mais je pense en tout cas que mon résultat lors de ces élections s'explique notamment par mon engagement politique de proximité. Mes collègues pourraient s'en vanter aussi...

Je ne reviendrai pas sur le bilan de mon action déjà abondamment commentée au cours de ma campagne électorale, bien que là soit sans doute la raison de mon excellent score. J'aimerais insister sur le fait que ce bilan n'aurait pas été aussi bon, en matière de police municipale, de voirie, d'espaces verts, d'informatique, de logistique et autres, sans un réel travail d'équipe.

La première équipe à laquelle je pense, en l'occurrence, c'est vous, Mesdames et Messieurs! Je ne vous le dis pas pour vous flatter, il m'aurait réellement été impossible d'aller de l'avant sans la collaboration du Conseil municipal, d'abord parce que c'est lui qui vote les crédits, mais aussi grâce à la confrontation riche d'idées nouvelles que nous avons avec lui lors des séances plénières et en commission.

J'aimerais aussi saluer mon parti, le Parti libéral-radical, ainsi que mon groupe – initialement radical, puis libéral-radical – et, enfin, le Conseil administratif. Ce dernier a constitué pour moi une équipe un peu particulière, mais j'ai vite appris que n'était pas forcément minoritaire celui que l'on croyait... Je ne m'étendrai pas davantage là-dessus, car je crois que tout le monde aura compris l'allusion. Quoi qu'il en soit, la notion de minorité au sein d'un exécutif est parfois à géométrie variable...

Les réunions du Conseil administratif, chaque mercredi matin, ont été pour moi l'occasion d'un véritable ressourcement. Les magistrats y confrontent leurs problèmes respectifs qui sont souvent les mêmes et, contrairement à ce que l'on pourrait supposer, il est plutôt rare de voir les assiettes voler... En réalité, il ne

nous est pas très difficile d'évoquer paisiblement ensemble les problèmes de la cité. J'en profite pour dire le plaisir que j'ai eu – moyennant quelques anicroches – à travailler avec Patrice Mugny et Manuel Tornare au cours de la législature précédente, puis avec mes quatre collègues actuels.

J'en ai retiré une véritable formation, et je pense aujourd'hui être en mesure de faire partie d'une autre équipe composée de sept membres. Je m'aperçois d'ailleurs, ces jours, que passer de cinq à sept n'est pas rien – surtout quand il s'agit de la réattribution de départements au sein d'une administration publique...

Une autre expérience que j'ai particulièrement appréciée, lors de mon mandat au Conseil administratif – notamment en tant que maire – est le privilège de représenter la Ville de Genève à l'étranger. Certes, les conseillers municipaux s'énervent parfois avec raison devant la «bougeotte» des magistrats... Mais nous avons toujours une pensée pour vous lors de nos voyages, Mesdames et Messieurs! Nous ne manquons jamais de nous dire que nous devrions vous envoyer une carte postale... même si nous oublions ensuite de le faire! C'est promis: nous y penserons la prochaine fois! Plaisanterie mise à part, la représentation officielle de la Ville est une dimension extraordinaire de notre fonction.

Enfin je ne veux pas manquer de saluer l'équipe de mes collaboratrices et collaborateurs, dont certains sont présents dans la salle – notamment Jacques Moret, directeur général de l'administration municipale, et Raoul Schrupf, mon chef de cabinet. Mais je songe aussi aux 1200 fonctionnaires de mon département et même aux 4000 employés de la Ville – plus de 5000, si l'on tient compte du personnel de la petite enfance. Je souligne à quel point les satisfactions quotidiennes de notre action politique résultent de leur travail, de leur engagement et de la qualité de ce service public municipal que je me suis escrimé à défendre, au cours des dernières années.

Je l'affirme sans flagornerie: un mandat municipal est la quintessence de tout engagement politique. Les plus grandes actions ont leur source dans la capacité de réaliser au quotidien – aussi bien au sein du Conseil municipal qu'à l'exécutif – de petites améliorations qui, en s'additionnant, finissent par réellement changer la vie des gens. Cela représente à mes yeux un véritable motif de satisfaction.

J'en viens maintenant au fin mot de l'histoire du téléphone... Arrivant dans mon nouveau bureau de la rue de l'Hôtel-de-Ville, le 1^{er} juin 2007, je m'empresse de dire à l'informaticien chargé des branchements qu'il doit se dépêcher d'installer cet appareil, car il faut que je puisse être en contact immédiat avec les instances compétentes en cas de catastrophe. Il me regarde d'un air dubitatif, puis me signale que cela risque de s'avérer compliqué, car mon bureau ne dispose pas de prise adéquate. Il me demande même d'où vient cet engin... Je lui réponds que j'en ai hérité de mon prédécesseur, qui travaillait à la cour Saint-Pierre.

L'informaticien prend le téléphone sous le bras, il se rend sur place... et revient une demi-heure plus tard, hilare, pour m'informer que toute l'administration a passé au système numérique en 1999 et que ce téléphone ne peut fonctionner qu'en mode analogique... Il est donc resté inactivé pendant des années dans les bureaux de mon prédécesseur à la cour Saint-Pierre! Tout cela pour dire qu'il faut savoir rester modestes, car nous sommes peu de chose, mais sans jamais renoncer à notre volonté d'être connectés!

Je retiendrai comme leçon principale de mon expérience municipale que cette notion de proximité, de connexion, de disponibilité envers les citoyens est absolument primordiale. On nous regarde à la télévision, nous donnons une certaine image qui se doit d'être exemplaire, mais il ne faut jamais oublier la nécessité de rester en contact avec la population. Telle est la magnifique leçon d'action responsable que j'entends faire fructifier au sein du Conseil d'Etat. (*Applaudissements nourris.*)

Le président. Mesdames et Messieurs, avant de lever la séance et de tous vous convier à l'apéritif offert par M. Maudet, je donne encore la parole à quelques membres du Conseil municipal qui l'ont demandée.

M. Olivier Fiumelli (LR). Je ne dirai que quelques mots très brefs, car j' imagine que les représentants d'autres groupes souhaiteront peut-être s'exprimer après moi. Monsieur le conseiller administratif et conseiller d'Etat nouvellement élu, cher Pierre, au nom du groupe libéral-radical, je tiens à te féliciter pour ta brillante élection. Je ne rappellerai pas les différentes étapes de ton parcours politique qui force l'admiration, puisque MM. Rielle et Pagani se sont déjà acquittés de cette tâche, mais je souligne une fois encore combien nous en sommes fiers.

Je rappelle également qu'une bonne partie de notre groupe a commencé sa carrière politique dans ton sillage. Pour ma part, c'était en 2002 – il y a exactement dix ans – alors que je te suivais depuis un certain temps car je me sentais proche du Parti radical. Un beau jour – tu t'en souviens peut-être – je t'ai téléphoné pour te dire: «Cher Monsieur, j'ai envie de faire de la politique et j'aime vos idées, quand nous rencontrons-nous?» A l'époque déjà, ta disponibilité m'avait impressionné, car nous avions pris un verre ensemble dès le lendemain... Tel fut le début de ma carrière politique au sein du groupe radical.

J'ajoute encore que nous sommes particulièrement fiers de ton action en tant que magistrat municipal au cours des cinq dernières années. Tu as réussi la prouesse de porter haut la voix de notre parti et de l'Entente au sein d'un Conseil administratif a priori hostile, tout en respectant la collégialité – tu es d'ailleurs assurément le magistrat qui l'aura rompu le moins souvent. Mais tu n'en avais

pas besoin, puisque tu as toujours défendu en toute transparence les idées que nous connaissons bien. Au cours de ton mandat à l'exécutif municipal, tu n'as jamais fait défaut à ton respect des institutions ni à ta passion pour la République.

Je terminerai en adressant une pensée à ton épouse Catherine, qui t'a beaucoup soutenu tout au long de ces années et qui doit se réjouir, ce soir, de te voir changer de cadre d'action. Je n'ajoute qu'un mot, au nom du groupe libéral-radical: merci! (*Applaudissements.*)

M. Jean-Charles Lathion (DC). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, chers amis, le Parti démocrate-chrétien est particulièrement fier, ce soir, de féliciter Pierre Maudet pour son élection au Conseil d'Etat. Je l'ai dit tout au long de sa campagne: il est en quelque sorte le meilleur des démocrates-chrétiens! Sa victoire est pleinement méritée et la presse s'en est largement fait l'écho. Pour ma part, je constate qu'au-delà des partis et des clivages politiques la population a surtout été sensible à son engagement sur le terrain.

Le Parti démocrate-chrétien a toujours apprécié, chez Pierre Maudet, sa volonté de ne pas attendre que les autres fassent le travail pour prendre son bâton de pèlerin et agir directement. Chaque fois que nous avons eu besoin de lui, il était là – non seulement pour résoudre des problèmes spécifiques, mais également pour seconder notre action politique en général. Dans le cadre de la campagne qui vient de s'achever, le Parti démocrate-chrétien a eu du plaisir à contribuer à la victoire d'un candidat de qualité. Lors d'une élection, en effet, ce sont toujours les qualités de la personne élue qui l'emportent. Je crois que je pourrais en dire autant de nos autres magistrats, car ils savent s'engager.

Bon vent pour la suite, Pierre! Monsieur le magistrat, Monsieur le conseiller d'Etat élu, vous pouvez être assuré du soutien des personnes qui ont travaillé avec vous, car elles savent que vous êtes quelqu'un de sérieux qui promeut les valeurs humaines que le Parti démocrate-chrétien défend également. (*Applaudissements.*)

14. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

15. Interpellations.

Néant.

16. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 18 h 55.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	250
2. Communications du bureau du Conseil municipal	251
3. Prestation de serment de M. Vincent Subilia, remplaçant M. Alexandre Chevalier, conseiller municipal démissionnaire	251
4. Questions orales	252
5. Pétitions.	273
6. Réponse du Conseil administratif à la motion du 21 mars 2007 de M. Olivier Coste, M ^{mes} Nicole Bobillier, Martine Sumi-Viret et Anne Moratti Jung, acceptée par le Conseil municipal le 8 mai 2007, intitulée: «Un resto à Gaise (école de Geisendorf)?» (M-675)	273
7. Réponse du Conseil administratif à la motion du 16 septembre 2009 de M ^{mes} Patricia Richard, Anne-Marie Gisler, MM. Simon Brandt, Rémy Burri, Guy Dossan, Olivier Fiumelli, Adrien Genecand, Edgar Bordier et Salvatore Vitanza, acceptée par le Conseil municipal le 14 octobre 2009, intitulée: «Une réglementation pour le respect de nos préaux» (M-880).	275
8. Réponse du Conseil administratif à la motion du 14 décembre 2010 de M. Grégoire Carasso, M ^{mes} Claudia Heberlein Simonett et Ariane Arlotti, acceptée par le Conseil municipal le 12 octobre 2011, intitulée: «Un chantier de jeunes pour rénover le pavillon Cayla et gérer un atelier vélo» (M-958)	278
9. Réponse du Conseil administratif aux conclusions de la commission des pétitions, acceptées par le Conseil municipal le 2 novembre 2011, sur la pétition intitulée: «Fermeture des portes et surveillance des préaux de l'école Geisendorf» (P-254)	279
10. Réponse du Conseil administratif aux conclusions de la commission des pétitions, acceptées par le Conseil municipal le 23 mai 2011, sur la pétition intitulée: «Pour la restitution de la totalité du temps de travail d'animation de la Maison de quartier Asters-Servette» (P-258)	280

11. Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 18 avril 2012 de M ^{mes} Julide Turgut Bandelier, Sandrine Burger, Fabienne Fischer, Sarah Klopmann, Anne Moratti, Frédérique Perler-Isaaz, Marie-Pierre Theubet, MM. Mathias Buschbeck, Julien Cart, Yves de Matteis et Alexandre Wisard, intitulée: «A la recherche de l’empreinte écologique de la police de proximité» (QE-374)	281
12. Réponse du Conseil administratif à la motion du 28 avril 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Miltos Thomaidis, Christophe Buemi, Thierry Piguet, Roger Michel, Mathias Buschbeck, Alexandre Wisard, M ^{mes} Annina Pfund, Christiane Olivier, Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Silvia Machado, Andrienne Soutter, Corinne Goehner-Da Cruz, Vera Figurek, Maria Casares et Sarah Klopmann, acceptée par le Conseil municipal le 18 avril 2012, intitulée: «Insonorisation de l’Usine» (M-914)	282
13. Hommage à M. Pierre Maudet, élu au Conseil d’Etat	283
14. Propositions des conseillers municipaux	291
15. Interpellations	292
16. Questions écrites	292

La mémorialiste:
Marguerite Conus